

5. Servir la cause de l'humanité en ouvrant les grands chantiers de l'espace, de l'économie bleue et de l'Afrique

La France doit non seulement être à l'avant-garde d'une Europe des patries mais, au delà, participer au nouvel ordre mondial de paix par le développement mutuel qui se dessine avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et la Nouvelle Route de la soie de la Chine. Il s'agit d'un ordre gagnant-gagnant, à la mesure des objectifs communs de l'humanité.

C'est cette diplomatie de l'avenir, avec eux, qui doit être la mission d'un président de la République, s'exerçant dans trois domaines déterminants :

→ **l'espace**, comme enjeu de l'avenir où la France doit être présente au côté d'autres nations qui s'y préparent. Je propose de créer un ministère de l'Exploration et de la Recherche spatiales, et de lancer un grand projet d'éducation scientifique et culturelle dans nos lycées en y créant des unités de valeur sur l'espace et l'astronomie ;

→ **l'économie bleue**, en abandonnant toute logique de pillage des océans, en éliminant les « continents » formés par nos déchets plastiques et en aménageant nos zones maritimes pour y développer une pêche durable et une aquaculture responsable. Je propose de créer un ministère de la Mer et de l'Economie bleue ;

→ **l'Afrique**, avec de grands projets porteurs de développement, intégrant agriculteurs, pêcheurs, éleveurs et futures industries (remise en eau du lac Tchad et du système Faguibine, construction du canal de Jonglei). Je propose de créer un ministère de la Coopération, du Co-développement et de l'Intégration, qui substituera le co-développement avec les pays africains à la logique corruptrice de la Françafrique ;

→ Dans ce contexte de grands projets doit s'inscrire **le nucléaire du futur**, celui des centrales de quatrième génération (comme la filière thorium) et de la recherche sur la fusion nucléaire contrôlée et ses applications. Le chemin de la paix passe par l'espace, la mer et l'Afrique. Nos départements et collectivités territoriales d'outre-mer devront, dans ce contexte, devenir des « ponts » entre nous-mêmes et le monde, et non des occasions de « pwofitasyon ».

6. Une culture de la vie, de la découverte et du droit au travail

Nous sommes, en même temps, soumis à une occupation culturelle organisée par ces mêmes forces financières contre lesquelles je me bats. La culture ne doit pas rester, comme aujourd'hui, une distraction entre les mains de privilégiés. **L'art et la science doivent être rendus au peuple et aux jeunes.**

C'était le but des Léo Lagrange, des Jean Zay et des Jean Vilar, cela doit devenir le nôtre, pour gagner cette guerre dont le champ de bataille est notre esprit :

« Le chemin de la paix passe par l'espace, la mer et l'Afrique. »

→ aider dès la maternelle l'enfant à verbaliser ses découvertes avec ses camarades en revenant à **un minimum de 13 heures de français au CP**, avec une pratique de la poésie et de l'écriture ;

→ **créer des lycées polyvalents**, avec des filières technique, générale et professionnelles (une en alternance, l'autre sans) réhabilitées et un bac pro rétabli à quatre ans ;

→ **organiser dans les lycées des « républiques en petit »** constituées d'équipes enseignants-parents-élèves travaillant auprès des chefs d'établissement ;

→ **incorporer la création artistique dans les programmes depuis la maternelle jusqu'à l'université**, en en faisant une priorité éducative qui fasse mettre à tous « la main à la pâte » ;

→ créer **un palais de la découverte par région, des musées de l'imaginaire dans toute la France**, mettant à la disposition du public les grands chefs-d'œuvre de l'histoire universelle sous forme de reproductions, et **créer, à l'image de l'Orchestre debout, des brigades d'intervention artistique** composées de quelques musiciens, pour démocratiser la musique dite savante ;

→ **dépêcher des équipes de France 5 partout où la création s'exprime** pour qu'artistes, chercheurs et ingénieurs fassent découvrir au peuple ce qu'ils font, comment et pourquoi. Cela permettra de peupler le web de contenus intelligents et éducatifs.

« Au lieu de perdre son temps à critiquer le système existant, bâtissons-en un nouveau »

Se libérer de l'occupation financière

Jacques
Cheminade
cheminade2017.fr

Voilà les enjeux réels d'une élection présidentielle. Non pas « combien ça coûte », en débitant des mesures qui font « pschitt », mais **comment construire le monde de demain dont la France doit être l'un des principaux catalyseurs.**

C'est le moment d'élever l'enjeu au niveau du défi que nous lance notre époque. **C'est le vrai vote utile, avec lequel vous allez peser.**

Le projet complet sur cheminade2017.fr

La France fait face à un grand défi. C'est celui d'un **capitalisme financiarisé, mondialisé et voué au saccage social**. A travers nos grandes banques, les sociétés du CAC 40 et nos principaux médias, un régime d'occupation financière et culturelle s'est ainsi mis en place, auquel l'Europe de Bruxelles sert de relais. Mon engagement est de me battre contre ce régime. **Mon projet consiste à ouvrir les pistes vers l'alternative**, le service du bien commun et des générations futures.

Les autres échangent des boules puantes, se trompent d'ennemi ou pérorent sur le pont du Titanic en balançant des chiffres. Aucun n'offre de projet qui élève et enthousiasme.

Beaucoup d'entre vous, en les écoutant, pensez qu'on ne peut rien faire contre ce qui nous tombe dessus. Alors vous trouvez refuge dans l'abstention, revenez à la mauvaise habitude du « vote utile » ou foncez front baissé dans les illusions d'une colère impuissante. En abandonnant ainsi le terrain, vous servez malgré vous ceux qui vous oppriment. Le prochain président, quel qu'il soit, n'aura pas de majorité. Mettons-le ensemble sous pression avec **une plate-forme gagnante d'idées et de combat** et ce sera notre victoire à tous, par delà le brouillard malsain de cette campagne.

Au lieu de perdre son temps à critiquer les injustices du système existant, bâtissons-en ensemble un nouveau qui soit à l'avantage de tous.

Mon combat pour un nouveau système

1. L'urgence sociale

→ Convoquer une Conférence nationale sur l'emploi, dont les débats entre syndicats, entrepreneurs et responsables politiques seront retransmis par les médias publics.

→ On explorera d'abord tous les secteurs pouvant embaucher rapidement les jeunes et les chômeurs, et, en fonction des résultats, on organisera une formation professionnelle d'urgence dans les centres agréés.

→ Cette mobilisation sera soutenue par une politique de crédit public, répercutée par les banques de dépôt et de crédit.

→ Après cet effort initial pour réduire de toute urgence le chômage, on visera long en lançant un plan indicatif de cinq ans pour créer un million d'emplois par an, mobilisant par le crédit un investissement public annuel de 100 milliards d'euros (environ 4,5 % de notre PIB).

→ Le changement ainsi engagé par ma politique d'ensemble permettra de créer des emplois de plus en plus qualifiés dans les secteurs qui définissent le futur (énergie, numérique, 3 D, nanotechnologies, etc.).

Le problème n'est pas « la fin du travail » mais l'incapacité du capitalisme dévoyé à financer les emplois du futur.

Qu'est-ce que l'occupation financière ?

- ▶ Les banques privées contrôlent l'émission du crédit.
- ▶ Les États sont contraints de se financer auprès d'elles.
- ▶ Ils se soumettent ainsi à la politique de la City et de Wall Street : le profit de quelques-uns, l'austérité pour tous.

2. Le carburant financier

Pour relancer l'économie, équiper l'homme et la nature et créer de l'emploi qualifié, jamais l'épargne et l'impôt n'ont été suffisants.

Le carburant du futur ne peut être que du **crédit national productif, organisé autour d'une banque nationale**. Pas une banque centrale, devenue un tripot monétaire, mais un système sous contrôle du peuple et de ses élus, permettant de relancer l'investissement dans de grands projets, par l'émission de crédit à long terme et très faible taux d'intérêt.

Alors oui, on pourra rétablir un droit au travail avec un compte personnel d'activité, assurant un juste revenu et une formation aux travailleurs et aux indépendants tout au long d'une vie.

On pourra organiser un enseignement et une formation professionnelle pour qui en a besoin.

On pourra assurer à tout jeune à partir de 16 ans un RSA augmenté à 600 euros, versé automatiquement, et une allocation d'études de 600 euros à tout étudiant, augmentée d'un prêt mensuel à taux zéro de 300 euros sur trois ans, remboursable à long terme.

On pourra sauver la sécurité sociale et l'hôpital public, et créer des maisons de santé et de garde.

On pourra financer la formation des enseignants avant leur premier poste, lutter contre le décrochage en maternelle et en primaire et augmenter de 20 % la rémunération de nos enseignants pour atteindre le niveau européen.

On pourra consacrer à la culture 2 % du PIB et 3 % à la recherche.

On pourra permettre aux riches comme aux pauvres un accès égal à la justice en multipliant par quatre en cinq ans l'aide juridictionnelle.

On pourra permettre à tous de bénéficier de l'aide au financement des partis politiques et non réserver l'avantage d'une déduction fiscale de 66 % aux 50 % de Français imposables.

Le crédit national ne doit plus être un moyen de sauver les organismes financiers et de servir les gens en place, mais le moteur d'un changement de système redonnant priorité à la création et à l'économie humaines.

3. L'assainissement économique

D'abord, couper les banques en deux pour faire sauter le verrou financier qui bloque la production. Aujourd'hui, les fonctions de dépôt et de crédit d'un côté, et le jeu sur les marchés financiers de l'autre

sont confondues. Les séparer n'est pas une mesure technique mais un acte politique ! Il faut dire aux banquiers d'affaires : « On ne vous renfloue plus ! ». Je propose en même temps :

- d'**abroger tous les textes sur les marchés d'instruments financiers**, qui permettent d'opérer dans une opacité totale (*shadow banking*) ;
- d'**interdire de spéculer sur ce qu'on mange, ce qu'on respire et sur la vie humaine elle-même** ;
- de **sortir du système de cotation en continu** qui permet aux algorithmes de fausser les marchés.

Arrêtons de nourrir un cadavre financier au détriment du niveau de vie des peuples et de la croissance réelle des économies !

Assez d'une France où c'est le saccage social, la souffrance au travail et le chômage pour la majorité d'entre nous !

« Couper les banques en deux pour faire sauter le verrou financier, comme on l'a fait à la Libération »

« Refonder la vraie Europe, l'Europe des peuples, des patries et des projets telle que la concevait le plan Fouchet de 1962 »

4. Bâtir une Europe des patries et des projets

L'Union européenne est aujourd'hui le cheval de Troie de la mondialisation financière, de la City et de Wall Street. L'euro en est le vice financier et l'OTAN le bras armé.

Il faut en sortir et refonder la vraie Europe, l'Europe des peuples, des patries et des projets telle que la concevait le plan Fouchet de 1962. Il ne s'agit pas de revenir en arrière mais de repartir de l'avant, car l'euro se décompose de lui-même sous nos yeux.

Je suis un vrai gaulliste européen, contre le système sans foi ni loi de la BCE, un vrai Européen qui se bat contre les bureaucraties supranationales servant le monde de l'argent mais qui défend la politique de l'Agence spatiale européenne, Erasmus + et un Institut européen du numérique.

Un vrai Européen qui a été le premier à dénoncer l'imposture de l'Acte unique et de Maastricht alors que d'autres s'y complaisaient.

Un vrai Français, patriote et citoyen du monde, qui se bat pour la cause de l'humanité.



BANQUE NATIONALE

Elle détient le monopole de la création monétaire

« Un plan indicatif de cinq ans pour créer un million d'emplois par an, financé par une banque nationale sous contrôle du peuple et de ses élus »

HAUSSE DU NIVEAU DE VIE

Elle donne sa valeur au crédit et constitue sa contrepartie réelle

+ QUALIFICATION DU TRAVAIL

ÉCONOMIE RÉELLE

Grands travaux (espace, mer, nucléaire, infrastructures...)

Revitalisation du territoire
Urgence sociale

100 MILLIARDS / AN *

Créés en anticipation des richesses générées

* soit 4,5% du PIB, contre 5% du PIB lors du New Deal de Roosevelt